

"LE DEVELOPPEMENT EST UNE ENTREPRISE DE "DESAPPROPRIATION" DU PRESENT ET DU FUTUR DES GENS"

En 1977, je suis parti au Sénégal après mes études à Lyon, un peu comme les Pères de la Nation. Quelque part, symboliquement, je voulais sauver mon peuple. J'avais étudié pour lutter contre la pauvreté. Ce qui a de commun dans toutes les organisations d'aide au développement, c'est la lutte contre la pauvreté. Et j'ai découvert un peu dans mon cheminement - bientôt vingt ans- que contrairement aux objectifs que je m'assignais, mon action contribuait essentiellement à appauvrir. J'ai découvert sur le terrain que les projets que je mettais en place m'instrumentalisaient à la fois comme institution et comme praticien de développement sur le terrain. Ce qui revient à dire que le développement est une entreprise de "désappropriation" du présent et du futur des gens.

Le développement refuse la globalité aux gens, alors qu'auparavant, dans les villages, chacun avait une relation plus complète à l'environnement et aux situations qu'il vivait. Le développement rend incompetent aussi du point de vue de la définition du projet de société parce que tout est réglé clés en mains. Le développement c'est très clair : on sait où on veut en venir, et on sait quelles stratégies il faut développer, dans la mesure où il privilégie la dimension économique.

J'ai eu à le mettre en oeuvre, sur le terrain à travers des projets. Ce sont les résistances des populations qui m'ont amené à réfléchir. D'abord au niveau des diagnostics : le développement, c'est une entreprise de disqualification des diagnostics populaires, c'est reconnaître que la population est incapable d'analyser sa situation. Elle a probablement les mêmes compétences que moi qui sort de l'école. Elle peut diagnostiquer sa situation, elle peut l'analyser, elle peut se donner des objectifs. Elle est donc un acteur et a donc sa vision sur son propre bien-être. Elle a probablement un ensemble de ressources autour desquelles elle peut organiser une stratégie. Elle a des intérêts, et ses intérêts ne sont pas forcément ceux du développeur.

Le premier intérêt du développeur tourne autour du besoin d'exister. Je crois que c'est une question fondamentale pour tous ceux qui interviennent. C'est un besoin de justification existentielle : à quoi je sers, à quoi je participe et pourquoi je suis là ? Quand je suis rentré au Sénégal j'étais là parce que j'étais le Père de la nation, pour sauver mon peuple. J'étais quelque part un messie. Donc quelque part, j'avais le contrôle sur ce que devrait être le vrai besoin des gens. Le diagnostic pour moi se réduisait à la pauvreté économique. Il fallait donc mettre en place des projets pour améliorer les revenus. Mais au moment même de l'analyse et de l'évaluation des besoins, j'ai remarqué que le véritable problème ne se situait pas là, alors que je mettais en place tous les moyens en terme d'investigation, d'appareils techniques, d'outils pour isoler le vrai besoin.

Le développement, c'est l'objet d'un rapport de force. Parce que je suis probablement le plus fort, je suis celui qui se sent le plus qualifié pour appréhender le futur des populations. Quand j'interviens dans les quartiers pour demander "quels sont vos besoins ?", les gens sont très malins et ils me renvoient rapidement ce qu'ils pensent que j'attends qu'ils me disent. Lorsque l'on met en place le mécanisme de réalisation du projet, les échecs sont très fréquents car il n'y a pas eu de vrais débats sur les vrais besoins. Il est bien évident que s'il y a échec, c'est moi qui suis responsable de l'échec. Cela se retourne comme une dette souterraine vis-à-vis de moi qui intervient de l'extérieur et la population de me dire : "J'ai pensé que ton projet n'apporterait pas grand chose, mais je l'ai fait pour toi". Donc je rentre dans un jeu de construction de dette souterraine qui m'amène à rentrer dans une relation de parenté. Parce qu'effectivement, si j'ai réussi le projet ou si je l'ai échoué, c'est grâce, ou non, à la participation populaire.

Donc c'est moi qui suis en relation de dette et non pas l'inverse, tandis que je continue à croire que c'est la population qui était bénéficiaire, alors qu'elle considère elle-même que je tire d'avantage profit de cette relation à elle.

Ainsi, le débat sur la vraie pauvreté n'a jamais eu lieu. Mais y a-t-il une vraie pauvreté ? Chacun peut avoir une perception différente de la "pauvreté". Le débat sur la pauvreté se réduit à la dimension économique alors que la pauvreté est essentiellement une question sociale. En langue wolof par exemple, on dira "raflé", et un proverbe précise ce que veut dire exactement le concept de pauvreté : le pauvre n'est pas celui qui n'a pas d'habits, mais celui qui n'a personne. C'est un "orphelin social".

Si on veut travailler dans les perspectives populaires, on doit tenir compte du point de vue des gens. Et les points de vue des gens ne sont pas nécessairement les points de vue des développeurs. La question de point de vue me paraît très intéressante en français : c'est le lieu d'où l'on regarde ; quand on dit "point de vue", c'est un lieu géographique. Et la vie que l'on a correspond au lieu d'où l'on parle. Ce qui signifie que mon opinion, ma perception est étroitement liée au lieu d'où je regarde. C'est aussi un lieu social. Si je suis un jeune de la rue, je n'ai pas le même point de vue du Sénégal que le Président de la République, parce que je ne regarde pas du même lieu social et du même lieu psychologique. Le point de vue que je développe dépend étroitement de mon propre itinéraire conceptuel et de mon histoire. Cela relativise la notion de point de vue, ce qui devrait vous amener à reconnaître la population comme capable des mêmes compétences que nous. Nous ne sommes pas également compétents, c'est sûr, mais nous sommes différemment compétents. Et reconnaître le principe que nous sommes différents, c'est déjà la première porte pour cesser de contribuer ou d'être instrumentalisé dans l'entreprise d'appauvrissement des populations.

On a tous une prétention à lutter contre la pauvreté, mais on a aussi également une approche simpliste de la pauvreté. Elle n'est pas qu'économique bien sûr, la pauvreté est aussi sociale. Mais elle n'est pas que sociale, on vient de le dire, car la plupart des gens qui interviennent dans les quartiers ont un diagnostic sociétal de la pauvreté et ont donc une stratégie de construction sociale comme solution à l'appauvrissement et non pas une stratégie de construction économique ou physique.

Donc je crois que le drame de nos interventions, c'est de nous réduire à la question économique et technique de la pauvreté, alors que ces questions ne sont pas au centre du problème. Je pourrais même dire qu'elle n'est pas le problème : il n'y a pas de problèmes techniques, mais il y a des problèmes sociaux et des problèmes politiques. Donc il n'y a pas une pauvreté, mais il y a une diversité de pauvretés et diversité de perceptions. Il y a autant de perceptions que ceux qui diagnostiquent leur propre situation. Il y a une perception culturelle de la pauvreté selon les mythes qui nous sont imposés : on peut en effet décliner la culture sous son aspect mythique, sous l'aspect technique, sous l'aspect politique, etc. Mais cet ensemble de cohérences est disqualifié par l'intervention extérieure du fait que les développeurs privilégient tel angle ou tel autre. S'il y a des pauvretés, la plus grave d'entre elles touche, selon moi, au domaine politique.

C'est la pauvreté politique qui disqualifie les gens, qui les amène à jouer un jeu qu'ils ne connaissent pas, un jeu qui est fabriqué par une élite et dont les règles sont définies par cette élite. La pauvreté politique disqualifie les gens de leur capacité à construire une vision. Cela veut dire qu'ils n'ont pas de projets de société et que le projet de société n'est qu'une affaire d'élite : une classe est chargée de définir vers où la société doit aller et en même temps cette classe est déterminée pour définir quelle règle du jeu il faut jouer. Et sur ce plan-là, nous sommes tous pauvres, en quelque sorte. D'où la nécessité de construire des complicités Nord et Sud parce que nous sommes tous victimes des mêmes mécanismes.

Alors je crois qu'il est essentiel de prendre conscience que Nord ou Sud, africains comme asiatiques ou européens sommes broyés par la même machine, et c'est pour cela que nous devons

accepter de construire, de féconder nos complicités. Et cette complicité veut dire qu'il faut construire un autre monde, et que cet autre monde doit aider les communautés à se réapproprier la fonction politique, c'est à dire la capacité que chaque communauté a de construire sa vision au niveau de groupes ou de villages, de définir sa propre administration, ses propres normes. Je crois qu'une seule exigence s'impose à tous. D'une part, il faut bien entendu sauvegarder, protéger, construire les autonomies particulières.

Mais je pense que le plus important c'est permettre de se définir à partir de son espace, de sa situation, et ensuite participer à des convergences, parce qu'on participe à la construction d'une vision ou d'un projet de société dont on est partie intégrante. Et jusqu'à la limite de l'organicité.

Ce qui me paraît essentiel, c'est de ne plus définir une administration hors des communautés et qui s'impose à elle, mais de la définir à partir des propres normes que chaque communauté peut construire. Nous avons perdu de vue le fait que la pauvreté n'est pas technique et que dans nos projets on se focalise sur les déterminants physiques, c'est à dire le puits, le maraîcher, le projet de maraîchage, l'assainissement etc. Et on oublie de mettre en parallèle, à côté de la situation physique, les constructions sociales qui ont lieu au coeur et à propos des constructions physiques. Les développeurs ont souvent du mal à faire cette relation qui est essentielle, car elle leur permet de créer des situations physiques -c'est à dire créer un projet de maraîchage. Ils oublient qu'ils sont constructeurs de situations sociales. Et du fait du management de ce projet, ils interdisent la créativité sociale parce qu'ils ont une cécité sociologique, leur démarche se limite au plan technico-administratif. C'est-à-dire, le respect des normes prend le dessus sur le processus de créativité. Une communauté qui se développe, va fonctionner hors des normes établies par les développeurs et va donc s'organiser en marge du projet. Et s'il est important que le développement travaille à travers des projets, c'est parce que "projet" vient de "projectile" : tels les SCUDS que l'on lance en Irak, ils arrivent pour détruire les cohérences locales -parce qu'il y a des cohérences symboliques, il y a des façons de percevoir, de transformer, de produire des connaissances, de développer une cohérence symbolique, etc. Mais il y a, du point de vue des projets un déterminant symbolique disqualifiant qui crée des complexes auprès des bénéficiaires. C'est pourquoi ils s'appellent "bénéficiaires". S'ils ne s'appelaient pas "bénéficiaires", ils seraient des partenaires. C'est à dire qu'ils ont tout à recevoir et certainement pas à donner.

Destruction des cohésions, des cohérences communautaires, mais aussi une approche aveugle, parce que quand on vient à la communauté, on vient avec nos vieux rêves : "Les gens sont bons, il n'y a pas de rapport de force, etc.". Mais il existe probablement des catégories d'acteurs dans une communauté. Dans le village, vous avez aussi bien le chef de village, le pasteur, les éleveurs, mais vous avez aussi d'autres gens, et avec la mode du développement, vous avez des fédérations d'associations paysannes qui du fait de notre intervention deviennent à terme de véritables aristocraties, en utilisant le principe de la lutte contre la pauvreté et de l'aide aux bénéficiaires qui sont pauvres. Je crois que l'inflation terminologique au plan institutionnel que nous promouvons -il y a des comités de ceci, des fédérations de cela, des associations- montre bien que l'on a un malaise, sinon un complexe par rapport à l'approche communautaire. Et la complexité de l'approche communautaire nous fait fuir parce qu'on n'est pas habitué à gérer ou à manager la diversité. De ce point de vue, il nous importe de développer des associations avec un seul modèle, et il est clair que ce modèle hérité de nos familles qui se trouve à l'Etat-Nation, qui se trouve dans nos institutions de développement, c'est celui-là aussi que nous promouvons dans les villages et qui se caractérise essentiellement par son caractère hiérarchique. On dit bien que celui qui est à la tête, c'est le chef. "Chef" vient du latin "caput, capitis" : le "caput" ("tête") c'est l'organe, mais c'est aussi le siège de la pensée.

Ça veut dire que seul le chef pense. Et les autres sont appelés les subordonnés" ou les "sujets". C'est-à-dire que la seule compétence de réfléchir, de concevoir est donnée au chef. Vous lui avez donc tout donné pour vous détruire. Car si vous êtes d'accord sur le principe que ce qu'il peut penser résulte de son histoire, il est bien entendu que quand il disqualifie votre point de vue, il disqualifie votre histoire et vous devenez des apatrides, puisque sur ce plan-là vous n'avez pas de

patrie. La patrie n'est pas un espace physique, la patrie est un espace symbolique d'appartenance, de production de croyances et donc vous ne pouvez plus participer au marché des croyances.

Je crois qu'il est essentiel de lutter contre la pauvreté, ce qui veut dire organiser le marché des croyances, libéraliser, c'est à dire laisser penser les gens ce qu'ils veulent : c'est aussi aider les chefs à ne plus être des chefs mais à être des responsables capables d'organiser la régulation du marché des croyances et non pas imposer des modèles quelconques.

Ce qui m'a frappé c'est que chaque société, chaque groupe, chaque catégorie a son vocabulaire. Pourquoi l'administration s'approprie-t-elle le concept de gouvernance alors que dans ma famille je gouverne ? D'autre part, j'ai eu à savoir que pour les paysans quand vous dites "projet" et que les développeurs disent "projet", ce n'est pas la même chose.

Quand le développeur dit "projet", il pense à des dossiers, à du financement, à des négociations avec des bailleurs de fond, à des calculs, des rapports financiers, des rapports d'activité. Quand le paysan dit "projet", il pense à une redistribution, car auparavant, il n'a pas vraiment négocié, il n'a pas vraiment dit qu'il avait besoin de l'eau ou du maraîchage. On a bien vu que c'était un rapport de force. Donc quand il dit au développeur : "donne-moi un projet", ça veut dire "récompense-moi parce que je t'ai aidé à réussir ton projet". Et puis j'ai compris très tôt que négocier des projets, ce n'était pas vraiment de la négociation en terme de "quel est le vrai besoin", et qu'il fallait simplement libérer les gens, et non pas "se masturber" dans le contrôle de ce qu'ils doivent faire. Ainsi nous avons sans doute rendu possible l'accès à des ressources et donc nous avons découvert que s'il y avait eu un diagnostic de la pauvreté propre aux communautés, il y avait aussi une stratégie pour sortir de la pauvreté, et qui était essentiellement à l'opposé de celle que nous développions.

Je crois qu'aussi bien pour le présent et que pour le futur la question politique est au centre, c'est à dire la capacité que nous reconnaissons aux communautés, aux différents groupes, aux personnes d'avoir une compétence sur le global et non pas une compétence simplement technique sur un champ bien spécifique qui s'appelle un enclos institutionnel ou un enclos conceptuel. Je crois que lutter contre la pauvreté, c'est aussi organiser la rébellion contre toutes les entraves. Quand je dis la rébellion, je sais bien ce que je pose. Mais est ce que nous-mêmes, on peut donner une indépendance qu'on n'a pas ? Donc le véritable débat sur le développement est avant tout un débat de société et un débat de compétence. Lutter contre la pauvreté c'est généraliser l'accès aux compétences et reconnaître le principe de compétences différentes et non pas de compétences plus grandes ou plus petites. Et je crois qu'on peut baser la sortie de la pauvreté sur d'autres principes d'approche de la réalité, d'autres principes de la gouvernance qui fonctionnent sur la complémentarité.

Nous tentons sur ce plan là d'organiser avec des communautés, avec des associations ce qu'on peut appeler l'administration réseau, c'est à dire l'administration qui peut permettre une administration des espaces spécifiques, mais qui permet aussi d'organiser des convergences réciproques intercommunautaires et donc qui permet de ce fait de gérer globalement et de construire ainsi une véritable société politique. Cela n'est pas possible s'il n'y a pas de véritables complicités. Vous qui êtes ici, vous êtes en attente, sinon en processus de construction de complicités. Ce mot me plaît beaucoup parce qu'il veut dire que même si on n'est pas forcément sur les mêmes espaces, on a probablement un même objectif et on est seul responsable de sa déclinaison dans son propre espace, mais que l'on a seul l'exigence de l'organicité. Et si on a l'exigence de l'organicité, on a aussi l'autonomie, et l'autonomie n'est possible que dans la relation à l'autre.

Fondamentalement, je crois que pour gérer ce processus, il n'y a pas d'administration hiérarchique, il n'y a que de la complicité à construire et autrement dit, de l'administration réseau. Je suis demandeur pour construire, avec vous, d'affectueuses complicités pour que change l'Afrique et que, comme on le sait, on n'a aucun intérêt à continuer à nous connecter au processus

actuel parce que l'on ne sera jamais compétent, et je le sais parce que j'ai voulu faire du changement au Sénégal. Mais il n'y a pas de changement, parce que non seulement il n'y a pas de volonté de changement, mais surtout parce qu'il n'y a pas capacité de changement.

On est dans un environnement de rapport de force et technologiquement, on n'est pas compétitif ; culturellement, on est disqualifié ; politiquement, on est obligé de copier des modèles. Alors je crois que la complicité, c'est aussi la valorisation des recherches politiques et des recherches de gouvernances autres que le seul modèle auquel nous avons recours, cette soi-disant démocratie qui ne fait que promouvoir la destruction, sinon l'homogénéisation.

Emmanuel N'DIONE (2000)